

L'Évaluation au service de la qualité des apprentissages (A4L)

Une plate-forme internationale pour soutenir
les systèmes nationaux d'évaluation des apprentissages

Document de travail
1er décembre 2015



AVANT-PROPOS

L'élaboration de la présente note conceptuelle a débuté en juin 2014. Elle émane de la phase 1.0 du Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage (LMTF), une collaboration multipartite internationale co-organisée par l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) et le Centre pour l'éducation universelle de la Brookings Institution, qui vise à améliorer les résultats d'apprentissage par le renforcement de l'utilisation de l'évaluation. Lors de la deuxième phase du Comité de réflexion, des organisations se sont portées volontaires pour travailler ensemble, en alignant leur expertise organisationnelle et leurs mandats sur un ou plusieurs des cinq domaines de résultats. Les domaines de résultats sont : 1) technique (élaboration d'indicateurs), 2) institutionnel (pays chef de file¹ en matière d'apprentissage), 3) politique (ODD), 4) évaluation comme un bien public mondial, 5) partage des connaissances (réseau et partage de l'information). Tout particulièrement, les travaux portant sur cette note conceptuelle émanent de discussions en collaboration entre les membres du Comité de réflexion au cours du LMTF 2.0 sur la façon de faire progresser la réflexion autour du domaine de résultats 4 : élaboration d'une stratégie de soutien de l'évaluation de la qualité des apprentissages comme un bien public mondial.

Un document de réflexion préliminaire a été présenté lors de la réunion du Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage qui s'est tenue à Bruxelles au mois de juin 2014. Sur la base des observations reçues, une première ébauche de la note conceptuelle a été élaborée et distribuée à un groupe d'experts, des organisations internationales, des bailleurs de fonds, des exécutants, des organisations de la société civile, des syndicats d'enseignants et d'autres acteurs clés de référence dans le domaine de l'éducation internationale en octobre 2014. Suite à cela, des experts des institutions régionales et internationales d'évaluation ont été consultés directement en vue de fournir une contribution technique. Affiné en prenant en compte ces contributions, le concept a ensuite été présenté sous forme de résumé au Forum du Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage au mois de février 2015 à Kigali, au cours duquel les représentants de 15 pays et villes chefs de file en matière d'apprentissage ainsi que des membres du Comité de réflexion ont été expressément sollicités pour formuler des observations. Il a ensuite été présenté à 71 représentants de 49 pays en développement membres du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) lors des réunions régionales préalables du Conseil du GPE de Dubaï et de Dakar en mai 2015, puis lors de la réunion du Comité consultatif du Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage tenue à Washington en septembre 2015. La version actuelle a été révisée pour tenir compte des contributions apportées lors de toutes ces consultations, ainsi que celles d'autres experts internationaux de l'éducation. Au total, des représentants de 81 organisations et de 71 pays, dont 61 pays en développement, ont été consultés. Une liste de toutes les personnes consultées est fournie en annexe.

¹ Le programme des chefs de file en matière d'apprentissage a été conçu pour fournir des conseils techniques à 15 pays, provinces ou villes, sélectionnés sur candidature, dans l'élaboration de plans d'adaptation des recommandations du LMTF à leurs contextes locaux. Voir <http://www.brookings.edu/about/centers/universal-education/learning-metrics-task-force-2/learning-champions>

TABLE DES MATIÈRES

1. Justification	1
2. Vision, mission et objectifs	4
3. Principes	7
4. Activités et modalités de soutien	8
4.1 Niveau pays	9
4.2 Niveaux mondial et régional.....	12
5. Gouvernance	14
5.1 Vue d'ensemble	13
5.2 Activités et structure de l'équipe opérationnelle.....	16
6. Partenariats et ressources des partenaires	17
6.1 Principaux partenariats	17
6.2 Outils des partenaires, cadres et ressources	18
7. Valeur ajoutée	20
8. Prochaines étapes	22
Annexe 1 : Liste des sigles et abréviations	23
Annexe 2 : Parties consultées	24

Liste des figures

1. Théorie du changement	6
2. Vue d'ensemble des activités de A4L	8
3. Structure de gouvernance de A4L.....	15
4. Domaines d'apprentissage de LMTF.....	18
5. Indicateurs d'apprentissage de LMTF	19

Liste des tableaux

1. Buts, budgets prévisionnels et critères d'admissibilité aux financements de A4L.....	13
2. Coûts administratifs de base de A4L.....	16
3. Suggestion de calendrier pour A4L	22

Document de travail

Le présent document propose la création d'une **plate-forme internationale pour soutenir les systèmes nationaux d'évaluation de la qualité des apprentissages : l'Évaluation au service de la qualité des apprentissages (A4L²)**. A4L viserait à :

- Développer et renforcer les systèmes nationaux d'évaluation des apprentissages
- Accroître la disponibilité des données sur la qualité des apprentissages aux niveaux national, régional et mondial
- Améliorer l'utilisation des données sur la qualité des apprentissages pour informer les politiques éducatives et la formation des enseignants
- Développer de nouveaux outils d'évaluation pour la mesure de la qualité des apprentissages, y compris au-delà de la lecture et de la numératie
- Créer un cadre d'échange d'informations pour faciliter les échanges entre pays et avec les experts et les organismes d'évaluation

La plate-forme A4L canaliserait l'assistance financière et technique vers les pays en développement en fonction de leurs besoins et priorités, afin de renforcer la capacité des systèmes nationaux d'évaluation de la qualité des apprentissages dans le but de renforcer l'apprentissage et l'équité. À cette fin, elle mobiliserait et soutiendrait également les initiatives et les programmes existants dans le domaine de l'évaluation des apprentissages. Son champ d'application s'étalerait de l'enseignement pré-primaire au secondaire.

1. JUSTIFICATION

Le monde est en proie à une crise de la qualité des apprentissages. Selon le Rapport mondial de suivi de l'UNESCO, 250 millions d'enfants n'ont pas acquis les compétences de base en numératie et en littératie, même si la moitié d'entre eux ont passé au moins quatre ans à l'école.³ En réponse, **il y a un changement d'orientation au niveau mondial de l'accès à l'éducation vers l'accès et l'apprentissage symbolisés par l'objectif de développement durable 4 : « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. »**

La mesure des résultats d'apprentissage est au cœur du défi de l'amélioration de la qualité des apprentissages, en particulier dans les pays en développement. Au niveau de la classe, la mesure des résultats d'apprentissage est essentielle pour le processus d'apprentissage et est au cœur des pratiques d'enseignement. Au niveau du système, il est également crucial de mesurer les résultats d'apprentissage et d'assurer leur suivi afin d'informer les décideurs, ce qui permet de promouvoir une répartition adéquate des ressources et l'équité de l'apprentissage entre

² En anglais : Assessment for Learning.

³ Équipe du Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous. (2012). *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous 2012 : Jeunes et compétences : L'éducation au travail*. Paris, France : UNESCO. Consulté à l'adresse <http://en.unesco.org/gem-report/report/2012/youth-and-skills-putting-education-work#sthash.LAUYHt4L.dpbs>.

les établissements, les régions et les groupes de population. En bref, **la mesure des résultats d'apprentissage est la clé de son amélioration.**

Cependant, il est possible de mesurer les résultats d'apprentissage sans qu'ils ne s'améliorent, comme cela se passe dans de nombreux pays qui montrent, dans les évaluations internationales, des résultats faibles et persistants. **Pour améliorer la qualité des apprentissages, les résultats doivent être utilisés aux niveaux de la classe, de l'établissement et du système.** C'est la raison pour laquelle les systèmes nationaux d'évaluation de la qualité des apprentissages qui veillent à l'utilisation des résultats aux fins d'éclairer les politiques et les pratiques sont essentiels à l'amélioration de la qualité des apprentissages, et de ce fait à la réalisation de l'objectif de développement durable 4.

Il convient de définir les termes et expressions utilisés dans le présent document : Le terme *évaluation* désigne « le processus de collecte et d'évaluation des informations sur ce que les élèves savent, comprennent et peuvent faire afin de prendre une décision éclairée sur les prochaines étapes du processus éducatif », tandis que l'expression *système d'évaluation* désigne « un groupe de politiques, de structures, de pratiques et d'outils destinés à générer et à utiliser les informations sur les apprentissages et la réussite des élèves ». ⁴ C'est l'utilisation de cette information qui est la clé pour améliorer la qualité des apprentissages, et pour que ce soit possible, **les données sur les résultats d'apprentissage doivent s'accompagner de données contextuelles** afin que les facteurs qui influent sur les apprentissages puissent être identifiés et que des mesures puissent être prises. Lorsque nous parlons de *système national d'évaluation de la qualité des apprentissages*, nous faisons référence à un appareil fonctionnel, généralement logé dans un ministère de l'Éducation, qui recueille des informations sur les résultats d'apprentissage – avec des données contextuelles – à l'échelle nationale et les transmet pour informer aux niveaux des politiques, de la gestion et de la salle de classe aux fins d'améliorer la qualité des apprentissages. Comme Pedro Ravela et ses collègues le soulignent : « L'évaluation en elle-même ne produit pas d'amélioration. Il doit y avoir des liens stables entre les domaines de l'évaluation et ceux de l'élaboration des programmes, la formation des enseignants, la recherche, la conception des politiques, les communications et la sensibilisation, entre autres. » ⁵ De cette façon, **un système national d'évaluation de la qualité des apprentissages efficace assure un retour de l'information vers le reste du système éducatif pour parvenir à une amélioration significative de la qualité des apprentissages.**

Cependant, la **capacité actuelle des systèmes nationaux d'évaluation de la qualité des apprentissages dans la majorité des pays en développement est loin du niveau nécessaire pour résoudre la crise de la qualité des apprentissages.** Une analyse récente, dans laquelle le Secrétariat du GPE a évalué 60 de ses pays membres, a permis de constater que seulement deux d'entre eux disposent de systèmes d'évaluation des apprentissages

⁴ Clarke, M. (2012) L'essentiel en matière de système d'évaluation des élèves : document-cadre. Document de travail 1 d'évaluation des élèves SABER Washington, DC : Banque mondiale.

⁵ Ravela, P. et al. (2008). The Educational Assessment that Latin America Needs. *Document de travail série N°40* Washington, DC : PREAL, p. 17.

considérés comme « établis », tandis que 15 ont été classés comme « en développement » (le classement intermédiaire utilisé par l'étude), et le reste se trouvent dans le besoin d'un soutien important, parfois même pour commencer le processus de développement.⁶ En outre, l'utilisation des données pour éclairer les politiques d'amélioration de la qualité des apprentissages reste un défi : Une autre étude récente effectuée par le Secrétariat GPE montre que parmi les 42 plans nationaux d'éducation analysés, seulement 18, soit 43 %, avaient identifié une cause fondée sur des éléments factuels pour les problèmes de qualité des apprentissages.⁷ Cela est dû non seulement au manque de données, mais aussi au fait que, même lorsque des éléments factuels étaient disponibles, ils n'ont pas été systématiquement utilisés pour éclairer les décisions de politique.

Afin de fournir le niveau de renforcement des capacités nécessaire pour répondre à ces besoins, le soutien aux systèmes nationaux d'évaluation de la qualité des apprentissages dans les pays en développement doit être renforcé de manière cohérente et systématique. Des ressources devraient être disponibles de sorte que même les pays les plus pauvres soient en mesure d'accéder aux ressources techniques et financières, requises pour développer des systèmes nationaux d'évaluation de la qualité des apprentissages efficaces permettant d'améliorer l'apprentissage pour tous.

Ainsi, une plate-forme mondiale apparaît comme un besoin pour coordonner et renforcer le soutien nécessaire pour satisfaire le niveau actuel des besoins, particulièrement dans les pays en développement. La plateforme proposée ici serait un **bien public mondial**. Elle viserait à combler l'écart en termes de la **capacité des pays** à développer des systèmes nationaux d'évaluation de la qualité des apprentissages efficaces qui contribuent à l'amélioration de la qualité des apprentissages, et en termes du **financement** nécessaire pour y parvenir. Sur la base d'une approche partenariale, elle pourrait **compléter et soutenir les efforts de renforcement des capacités existants** aux niveaux régional et mondial. Elle soutiendrait aussi le **partage des connaissances transnational**. Une telle plateforme serait essentielle pour la réalisation de l'objectif de développement durable 4, « Apprentissage de qualité », et indispensable pour le suivi de la cible 4.1 concernant les « résultats d'apprentissage pertinents et efficaces » dans les enseignements primaire et secondaire à travers le monde.

⁶ Cette évaluation de la crédibilité, réalisée en août 2015 sur la base d'informations accessibles au grand public, a révélé que parmi les 60 pays étudiés GPE, 2 étaient désignés comme « fonctionnels », 15 étaient jugés « en cours d'élaboration » et 35 étaient au stade « embryonnaire ». Pour les 8 pays restants, il n'y avait pas d'informations sur les systèmes d'évaluation de la qualité des apprentissages accessibles au grand public.

⁷ J.-M. Bernard and T. de Chaisemartin. (2015). « Education Sector Planning in Developing Countries : An Analysis of 42 Education Plans. » Document présenté à la 13^e Conférence UKFIET sur l'éducation et le développement, Oxford, Royaume-Uni.

2. VISION, MISSION ET OBJECTIFS

L'évaluation au service de la qualité des apprentissages (A4L) répondrait à l'appel à une attention plus grande et plus systématique sur l'amélioration de la qualité des apprentissages⁸ en fournissant les moyens nécessaires pour le renforcement des capacités au niveau national, régional et mondial. A4L soutiendrait le travail en cours au niveau régional et national pour ce qui est des évaluations de la qualité des apprentissages existantes, et l'utilisation de leurs résultats pour améliorer la qualité des apprentissages. Au niveau mondial, il soutiendrait la recherche et le développement de nouveaux outils d'évaluation.

Vision : Des systèmes nationaux d'éducation qui évaluent régulièrement la qualité des apprentissages et utilisent les résultats pour assurer des résultats d'apprentissage pertinents et efficaces pour tous les enfants et tous les jeunes.⁹

Le mandat d'A4L mettrait l'accent sur le développement et le renforcement des systèmes nationaux d'évaluation de la qualité des apprentissages, puisque des systèmes d'évaluation efficaces sont essentiels pour améliorer la qualité des apprentissages. L'évaluation de la qualité des apprentissages est essentielle pour éclairer les pratiques pédagogiques et les politiques éducatives. Tous les pays, y compris les plus pauvres, devraient être en mesure de bénéficier d'un système national d'évaluation de la qualité des apprentissages performants. A4L concentrerait ses efforts sur l'éducation de la petite enfance jusqu'à l'enseignement secondaire.

Mission : Renforcer et coordonner l'action pour développer des systèmes nationaux d'évaluation de la qualité des apprentissages contribuant à assurer une éducation de qualité, inclusive et équitable, pour tous les enfants et tous les jeunes.

Des efforts accrus et plus systématiques sont nécessaires pour développer des systèmes nationaux d'évaluation des apprentissages performants, en particulier dans les pays les plus pauvres. A4L soutiendrait le renforcement et la coordination des efforts en cours pour faire en sorte qu'aucun pays ne soit en reste par manque de ressources financières ou de capacité.

Objectifs :

Objectif 1 : Que des systèmes nationaux d'évaluation de la qualité des apprentissages performants soient en place, y compris dans les pays les moins avancés et les plus fragiles.

⁸ Cela comprend l'appel à l'action du LMTF dans son rapport de synthèse en date de septembre 2013, en faveur de l'apprentissage universel. (Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage – LMTF, 2013). *Vers l'apprentissage universel : Ce que chaque enfant devrait apprendre*, Rapport N°1 du Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage. Montréal et Washington, D.C. Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) et Centre pour l'éducation universelle de la Brookings Institution. Consulté à l'adresse <http://www.brookings.edu/research/reports/2013/02/learning-metrics>)

⁹ Dans sa vision, A4L s'aligne sur la cible 4.1 de l'objectif de développement durable 4 concernant « un enseignement qui débouche sur un apprentissage véritablement utile. »

Des systèmes nationaux d'évaluation de la qualité des apprentissages performants sont essentiels pour améliorer la qualité des apprentissages. Ils sont nécessaires pour garantir que des données pertinentes sur les résultats d'apprentissage, y compris des données contextuelles et d'équité, sont régulièrement recueillies, analysées et utilisées pour éclairer l'action afin d'améliorer la qualité des apprentissages.

Objectif 2 : Utilisation accrue de données empiriques sur la qualité des apprentissages dans les politiques et dans la formation des enseignants.

La traduction des données collectées dans les politiques du secteur de l'éducation, la formation des enseignants et les pratiques d'enseignement, qui ferment la boucle de rétroaction avec la salle de classe, est indispensable à l'amélioration des résultats d'apprentissage.

Objectif 3 : Disponibilité accrue de données sur la qualité des apprentissages fiables, tant au niveau national que mondial.

Pour renforcer les systèmes nationaux d'évaluation de la qualité des apprentissages, A4L augmenterait la disponibilité des données sur la qualité des apprentissages, non seulement à l'usage des pays, mais aussi pour combler le manque de données au niveau mondial et suivre les progrès réalisés dans la poursuite de l'objectif de développement durable 4 (cible 4.1).

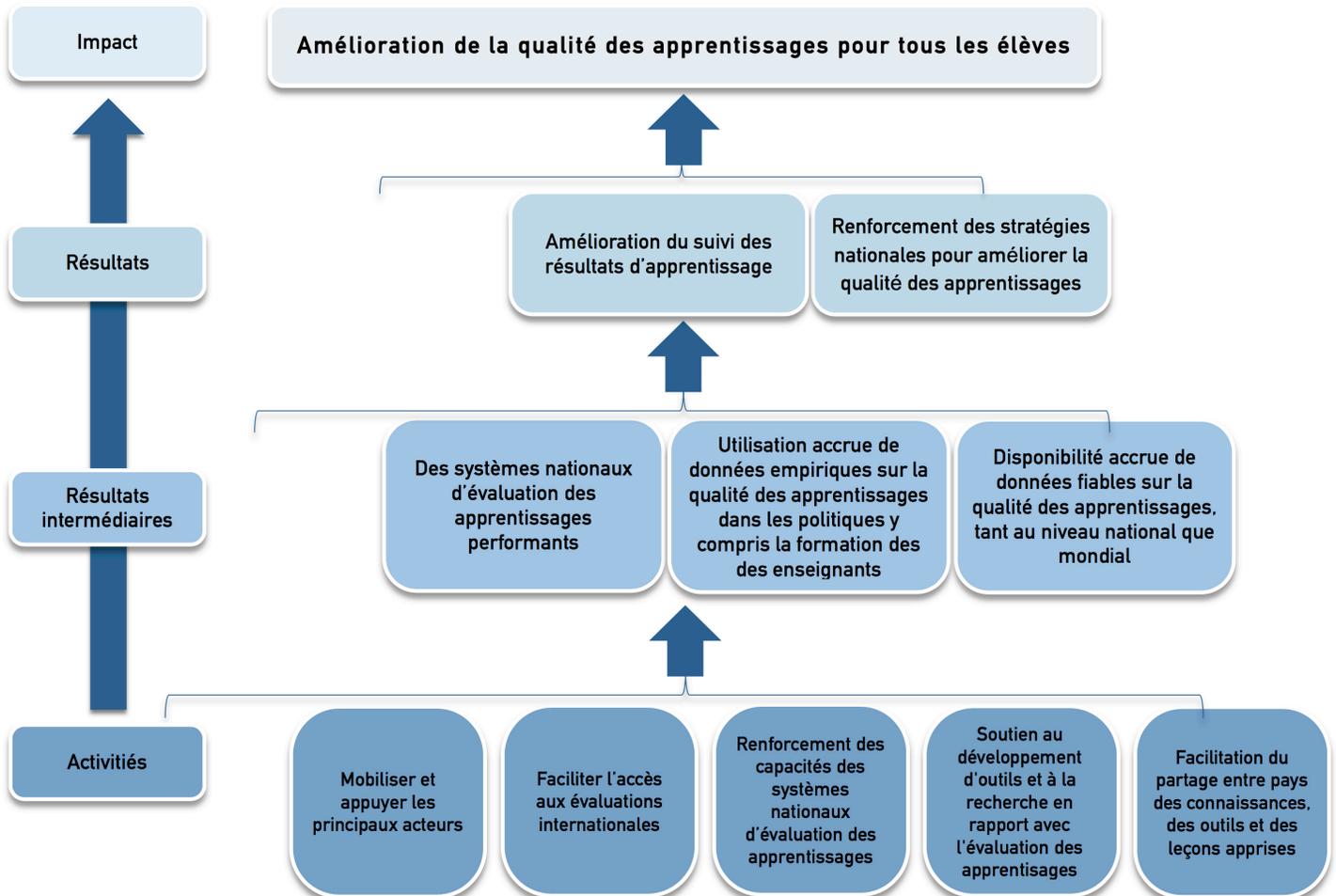
Photo : GPE / Olivier Badoh



Figure 1 : Théorie du changement

Théorie du changement de l'évaluation au service de la qualité des apprentissages (A4L)

Vers des systèmes nationaux d'éducation qui évaluent régulièrement la qualité des apprentissages et utilisent les résultats pour assurer des résultats des apprentissages pertinents et efficaces pour tous les enfants et tous les jeunes.



3. PRINCIPES

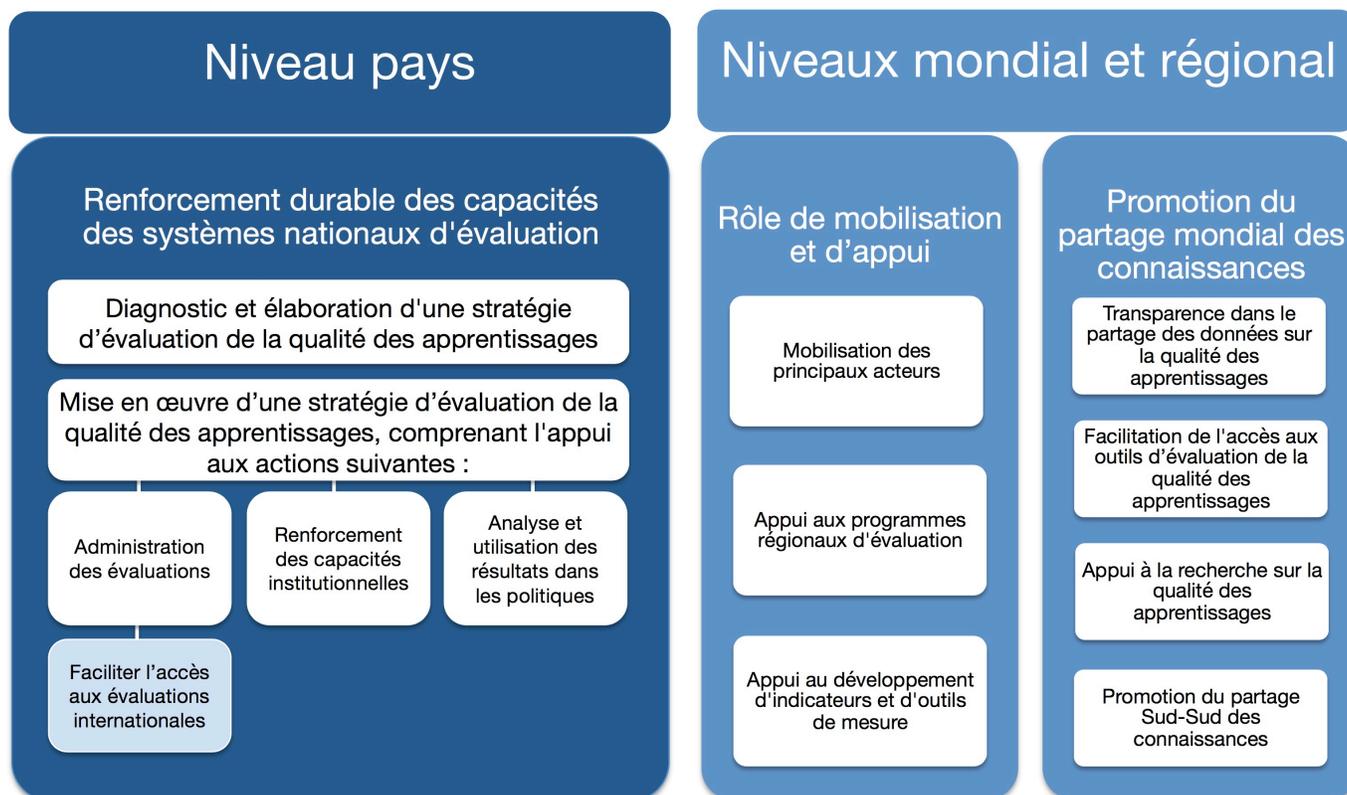
Dans toutes ses activités, l'initiative A4L suivrait les principes ci-dessous :

- **Bien public mondial** : A4L introduirait d'importantes économies d'échelle, ainsi que des externalités positives entre les pays, et des connaissances sans rivalité ni exclusion. Toutes les données, outils et ressources développés avec le soutien d'A4L seraient mis à disposition gratuitement sans frais de licence.
- **Appropriation nationale** : Un appui aux pays serait fourni si les gouvernements nationaux en font la demande, et ce d'une manière contextualisée et consultative, fondée sur une analyse des systèmes d'évaluation de la qualité des apprentissages existants au niveau des pays.
- **Transparence** : Les résultats des évaluations soutenues par A4L seraient rendus publics (à travers des rapports à l'ISU, ainsi que par d'autres moyens), et devraient être publiés à la fois au niveau national et mondial. Cela permettrait non seulement d'élargir la disponibilité des données sur la qualité des apprentissages, mais aussi d'aider à faciliter la transparence et des processus participatifs qui peuvent conduire à une utilisation accrue des données dans les politiques éducatives.
- **Partenariats** : A4L assurerait la complémentarité et le soutien à des partenaires comme l'ISU, SABER et READ de la Banque mondiale, les initiatives régionales d'évaluation (comme LLECE, PASEC et SACMEQ), l'IEA, l'OCDE, les évaluations menées par la société civile, les efforts mondiaux comme EGRA/EGMA et d'autres initiatives qui visent à contribuer à la mesure ou à l'amélioration de la qualité des apprentissages.
- **Accent sur l'équité** : Une attention particulière sera accordée à la ventilation des données pour une meilleure appréhension de la qualité des apprentissages dans les zones et les populations mal desservies, comme les pauvres, les populations rurales, les enfants handicapés, les filles et les pays en situation de fragilité. L'utilisation d'un angle équité dans l'analyse des résultats d'évaluation des apprentissages aiderait à informer les décideurs et à suivre les progrès accomplis en matière d'opportunités d'apprentissage de qualité pour tous les enfants.

4. ACTIVITES ET MODALITES DE SOUTIEN

Le soutien que A4L offrirait suppose des activités aux niveaux national, régional et mondial, comme illustré ci-dessous :

Figure 2 : Vue d'ensemble des activités de A4L



Ce soutien se ferait selon plusieurs modalités spécifiques qui sont détaillées dans les pages suivantes :

1. Niveau pays

- 1.1. **Financement pour l'élaboration d'une stratégie d'évaluation de la qualité des apprentissages** et assistance technique correspondante aux systèmes nationaux d'évaluation pour le diagnostic et la formulation de la stratégie de renforcement du système.
- 1.2. **Financement pour la mise en œuvre d'une stratégie d'évaluation de la qualité des apprentissages** et assistance technique correspondante aux systèmes nationaux d'évaluation pour la mise en œuvre de la stratégie, y compris l'administration des

évaluations, le renforcement de la capacité du système, l'analyse et la dissémination des résultats.

2. Niveaux mondial et régional

- 2.1. **Financement pour les activités régionales ou mondiales de promotion de l'évaluation de la qualité des apprentissages**, afin de soutenir le développement de nouveaux outils d'évaluation, la comparabilité des mesures régionales et internationales, et la recherche sur l'évaluation de la qualité des apprentissages.
- 2.2. **Organisation de rencontres mondiales et soutien à la coordination**, réunissant des acteurs clés et permettant d'assurer la complémentarité et la synergie entre les efforts mondiaux.
- 2.3. **Promotion du partage des connaissances**, y compris les échanges transnationaux, et la facilitation de la mise en commun des ressources et des outils pertinents qui seraient disponibles pour être utilisées par les pays, pour les enquêtes régionales d'évaluation, et par la société civile et les universités pour soutenir l'évaluation nationale de la qualité des apprentissages.

4.1. Niveau pays

L'appui aux pays représente le cœur de A4L. Deux types de financements seraient versés directement aux pays, accompagnés d'une assistance technique fournie comme suit, pour soutenir leurs systèmes d'évaluation de la qualité des apprentissages. A4L apporterait un soutien au renforcement non seulement des évaluations elles-mêmes, mais aussi de tous les autres éléments impliqués dans un système d'évaluation utilisé par un pays, y compris les institutions qui participent à sa mise en œuvre.

4.1.1. **Financement pour l'élaboration d'une stratégie d'évaluation de la qualité des apprentissages**

Ce financement, jusqu'à concurrence de 200 000 dollars sur 1 an, appuierait un diagnostic national des systèmes et des besoins d'évaluation existants, y compris l'analyse des évaluations elles-mêmes, les priorités d'évaluation aux fins d'utilisation dans les politiques, et la formulation ultérieure d'une stratégie de renforcement des systèmes nationaux d'évaluation de la qualité des apprentissages. Tous les pays en développement seraient admissibles à ce financement.

Le **diagnostic** permettrait de couvrir les trois principaux types d'évaluation : il se concentrerait sur **les évaluations à grande échelle au niveau du système**, mais évaluerait également l'harmonisation et la cohésion de ces derniers avec les **examens** et les **évaluations en classe**, et viserait à assurer une boucle de rétroaction robuste reliant ces éléments. Des évaluations formatives et sommatives peuvent se soutenir et se renforcer mutuellement, vu que chacune fournit aux enseignants un point de vue complémentaire sur l'apprentissage des élèves, les lacunes et les questions d'équité. En outre, il permettrait d'évaluer la capacité du système

d'évaluation de la qualité des apprentissages ainsi que sa cohésion et son alignement avec les autres composantes du système éducatif, des programmes et manuels aux politiques et à la pédagogie.

Les diagnostics appuyés par A4L se fonderaient sur les cadres d'analyse existant chez les partenaires clés, y compris le cadre de suivi des acquis des élèves SABER, qui se penche sur les trois types d'évaluation, ainsi que sur le contexte, l'alignement du système et la qualité de l'évaluation.¹⁰ Il puiserait également dans les ressources disponibles auprès d'autres partenaires, comme le cadre NLAMP pour l'évaluation de la couverture des domaines d'apprentissage développé par EPDC et les rapports de recherche sur les systèmes d'évaluation réalisés par ACER.

Ce diagnostic conduirait à l'élaboration d'une **stratégie** robuste pour le renforcement du système d'évaluation de la qualité des apprentissages. Cette stratégie serait une feuille de route pratique qui inclurait un plan d'action. Elle permettrait de relever les défis principaux identifiés par le diagnostic et devrait être solide, pertinente, cohérente et durable.¹¹ Elle guiderait également les pays dans la collecte de données qui seraient utiles de manière optimale : les données sur la qualité des apprentissages devraient être fiables, complètes, avec une large couverture et couplées à des données contextuelles. Les pays devraient être encouragés à considérer les sept domaines d'apprentissage décrits par le Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage (et représentés dans la figure 4) dans la formulation de leur stratégie, bien qu'en fin de compte ils choisiraient en toute liberté les domaines et les niveaux les plus pertinents pour leurs besoins, selon les conclusions du diagnostic, à partir de ce cadre ou tout autre qu'ils jugent approprié. Ils seraient tenus, toutefois, d'inclure des informations ne portant pas que sur la qualité des apprentissages, mais aussi sur des facteurs clés qui pourraient avoir une incidence sur celle-ci, comme la formation des enseignants, la langue d'enseignement, etc., afin d'aider à la traduction des données en politiques.¹² Cela doit inclure la ventilation des catégories sociales pertinentes au niveau local, y compris le sexe, l'origine ethnique, la situation socioéconomique, et/ou la religion, de manière à permettre l'analyse et le traitement des questions d'équité. A4L fournira l'appui technique et financier nécessaire pour renforcer les capacités nationales pour ce travail.

¹⁰ Banque mondiale. (Janvier 2014). « SABER in Action: Student Assessment. » Washington, DC : La Banque mondiale. Consulté à l'adresse wbfiles.worldbank.org/documents/hdn/ed/saber/supporting_doc/in_actions/SABER_Student_inAction0117.pdf

¹¹ Voir J.M. Bernard et T. de Chaisemartin. (2015). « Education Sector Planning in Developing Countries : An Analysis of 42 Education Plans. » Document présenté à la 13^e Conférence UKFIET sur l'éducation et le développement, Oxford, Royaume-Uni.

¹² Seamus Hegarty, ancien président de l'AIERS, a noté dans un récent billet de blog GPE que « les indicateurs à eux seuls sont loin d'être suffisants pour conduire à une action concertée ou à une politique efficace. Pour orienter la réforme, les indicateurs doivent être intégrés dans l'information contextuelle afin de diagnostiquer les problèmes et les lacunes d'un système d'éducation ». (Hegarty, S. (27 novembre 2014). Il ne suffit pas d'un simple tableau de classement sur l'apprentissage (billet de blog). Consulté à l'adresse <http://www.globalpartnership.org/blog/we-need-more-just-league-table-learning>) **En outre**, la qualité de l'éducation ne concerne pas uniquement la qualité des apprentissages, mais aussi le bonheur et le bien-être, et il conviendrait d'inclure de telles considérations dans nos efforts pour évaluer et améliorer la qualité de l'éducation pour tous les élèves.

4.1.2. Financement pour la mise en œuvre d'une stratégie d'évaluation de la qualité des apprentissages

Ce financement fournirait jusqu'à concurrence de 5 000 000 de dollars sur une période de 3 à 5 ans, et serait consacré à soutenir la mise en œuvre d'une stratégie nationale d'évaluation de la qualité des apprentissages.¹³ Cela pourrait inclure l'élaboration et l'administration d'une évaluation nationale de la qualité des apprentissages, et l'analyse, la diffusion et l'utilisation de ses résultats dans la politique, ainsi que l'établissement de liens avec l'apprentissage au niveau de la salle de classe à travers la formation des enseignants. Cela pourrait également promouvoir l'harmonisation et la cohésion avec les autres composantes du système éducatif tel que décrites plus haut, y compris les examens nationaux ou les évaluations au niveau de la salle de classe. Étant donné que les examens nationaux constituent souvent le moteur de l'enseignement, dans la pratique, l'attention accordée au contenu des examens est une partie importante du changement significatif au niveau du système.

Ce financement serait uniquement mis à la disposition des pays en développement qui ont déjà une stratégie d'évaluation de la qualité des apprentissages robuste fondée sur un diagnostic (avec ou sans le soutien d'A4L) de leur système d'évaluation et de ses besoins. Cela doit inclure des plans précis d'utilisation des résultats dans l'élaboration de leurs politiques d'éducation.

Le montant de ces financements varierait en fonction de la taille et des besoins du pays en question. L'accent serait mis sur le renforcement des capacités à long terme au niveau national, ce qui signifie la création et/ou le renforcement des institutions nationales, ainsi que sur la diffusion et la communication des résultats des évaluations. À ce titre, le renforcement des capacités nationales par A4L irait au-delà de la formation des individus pour englober le renforcement de l'environnement institutionnel. Les demandes seraient évaluées en fonction de la qualité de leur adhésion aux critères ci-dessus. Ce financement pourrait également inclure, si les pays en font la demande, le soutien à l'utilisation des échelles de mesure internationales pour situer les résultats nationaux. Si, à cette fin, un pays souhaite participer à une évaluation régionale ou internationale de la qualité des apprentissages, les fonds de ce financement peuvent être utilisés pour couvrir jusqu'à 50 % des coûts associés pour le pays. A4L pourrait également fournir une assistance en ce qui concerne la recherche d'expertise et la mise en place de partenariats pour situer les résultats nationaux sur une échelle internationale. En outre, si un pays souhaite utiliser un nouvel outil d'évaluation pour lequel l'adaptation à son contexte national serait nécessaire, des fonds de ce financement pourraient être utilisés à cette fin également.

Bien que les destinataires ciblés par A4L soient normalement les ministères nationaux de l'Éducation, la plate-forme aurait aussi la souplesse selon le contexte de financer des évaluations menées par la société civile, pour autant que l'on puisse justifier que cela

¹³ Une partie du financement, jusqu'à concurrence de 30 %, doit être fondée sur les résultats qui pourraient être par exemple la mise en œuvre d'une évaluation ou la création d'une unité d'évaluation, en fonction des objectifs stratégiques nationaux.

contribuerait à améliorer la qualité des apprentissages et à développer ou à compléter le système national d'évaluation de la qualité des apprentissages.

Chaque financement de mise en œuvre de la stratégie d'évaluation de la qualité des apprentissages inclurait un budget de suivi-évaluation pour évaluer l'impact du financement.

4.2. Niveaux mondial et régional

4.2.1. Financement pour les activités régionales ou mondiales de promotion de l'évaluation de la qualité des apprentissages

- **Financement régional :** Ce financement serait accordé aux programmes régionaux d'évaluation de la qualité des apprentissages pour soutenir le développement des systèmes nationaux d'évaluation de la qualité des apprentissages dans des pays spécifiques, ou encore pour soutenir des activités régionales de renforcement des capacités. Il pourrait également soutenir l'introduction de nouveaux domaines d'évaluation de la qualité des apprentissages et de liens avec d'autres mesures de la qualité des apprentissages. Ces activités devraient être additionnelles au programme de travail existant.
- **Financement de recherches :** Des financements modestes seraient disponibles à l'appui de chercheurs individuels ou d'institutions de recherche pour la conduite, l'analyse et la publication de recherches sur des sujets pertinents pour les domaines essentiels d'intérêt de A4L : spécifiquement, la mesure des acquis (en particulier dans les domaines les plus récents), les systèmes nationaux d'évaluation de la qualité des apprentissages, le renforcement des capacités, l'utilisation des données pour éclairer les politiques, les liens avec l'apprentissage en salle de classe, la diffusion au profit du grand public et d'autres aspects du processus par lequel les évaluations des apprentissages peuvent améliorer les résultats d'apprentissage.
- **Financements pour le développement d'outils :** Ce financement serait disponible pour des organismes ou des réseaux afin de développer de nouveaux outils d'évaluation, en particulier dans d'autres domaines que l'apprentissage de la lecture et du calcul, et pour l'élaboration d'indicateurs de mesure communs ou d'autres outils pour promouvoir la comparabilité internationale des évaluations nationales. Ces initiatives devraient suivre une approche de partenariat et impliquer les principales parties prenantes intervenant dans l'évaluation afin d'assurer la synergie et d'éviter la duplication des efforts.

A4L pourrait soutenir le développement d'outils dans des domaines moins souvent étudiés de la qualité des apprentissages, comme les compétences sociales et émotionnelles, qui sont essentielles car elles jettent les bases pour l'acquisition et l'utilisation d'autres compétences. Il pourrait aussi, par exemple, soutenir le développement des moyens d'évaluer le développement dans la petite enfance, ou la capacité d'un pays à offrir à ses élèves des possibilités d'apprentissage à travers les

7 domaines d'apprentissage du LMTF, souvent désignés comme outils de mesure du champ des possibilités d'apprentissage. Tout outil développé à l'aide du financement A4L serait placé dans le domaine public. Les éléments eux-mêmes ne seraient cependant pas nécessairement rendus publics afin de préserver la fiabilité, bien que, selon la nature de l'évaluation, les principes généraux pourraient être disponibles. Par ailleurs, le « domaine public » pourrait être un domaine public restreint, ne s'appliquant qu'à des organismes gouvernementaux ou d'évaluation.

Selon le type d'outils considérés, les coûts de développement sont extrêmement variables et donc la flexibilité est importante.

Tableau 1 : Buts, budgets prévisionnels et critères d'admissibilité aux financements de A4L

Intitulé du financement	But du financement	Entités admissibles	Montant (US Dollars)	Calendrier
Financement d'élaboration d'une stratégie d'évaluation de la qualité des apprentissages	Soutenir un diagnostic des systèmes nationaux d'évaluation de la qualité des apprentissages aboutissant à une stratégie de renforcement des capacités	Tous les pays en développement	À concurrence de 200 000	1 an
Financement de mise en œuvre d'une stratégie d'évaluation de la qualité des apprentissages	Soutenir le développement d'un système national d'évaluation de la qualité des apprentissages, y compris la diffusion des résultats de l'évaluation de la qualité des apprentissages	Pays en développement dotés d'une stratégie d'évaluation de la qualité des apprentissages solide fondée sur un diagnostic	À concurrence de 5 000 000	3-5 ans
Financement régional	Appui aux programmes régionaux d'évaluation	Programmes régionaux d'évaluation de la qualité des apprentissages	À concurrence de 2 000 000 par entité	3 ans
Financement de la recherche	Soutien à la recherche portant sur les domaines d'intérêt de A4L	Chercheurs et institutions de recherche	À concurrence de 2 000 000 par bénéficiaire	1-2 ans
Financement pour le développement d'outils	Soutenir le développement de nouveaux outils d'évaluation, y compris ceux au-delà de la littératie et de la numératie et des efforts d'alignement des nouveaux indicateurs de mesure	Institutions, partenariats et autres organisations	À concurrence de 3 000 000	1-2 ans

4.2.2. Organisation de rencontres mondiales et soutien à la coordination

Aux niveaux régional et mondial, et comme un complément à l'échelon national, A4L mettrait en œuvre les initiatives suivantes :

- Réunir les principaux acteurs mondiaux du domaine de l'évaluation de la qualité des apprentissages, en assurant planification, l'hébergement et l'organisation des réunions.
- Soutenir les efforts de coordination entre les bailleurs de fonds mondiaux pour l'éducation, les experts, les agents d'exécution et les pays, afin de les aider à cartographier, coordonner et relier les besoins et les ressources dans ce domaine. Cela permettrait notamment de soutenir les partenaires dans la réalisation d'activités de renforcement des capacités, ainsi que d'aider à organiser et à guider une vision commune, un ensemble de normes et un plan stratégique dans le domaine de l'évaluation de la qualité des apprentissages.
- Jouer un rôle de facilitation entre les programmes régionaux et internationaux (par exemple, IEA, PISA, LLECE, PASEC, SACMEQ, EGRA, et autres.), et promouvoir leur amélioration et leur comparabilité.

4.2.3. Promotion du partage des connaissances

Afin de stimuler le partage global et transnational d'outils, de connaissances et de leçons apprises en matière d'évaluation nationale de la qualité des apprentissages, A4L mènerait les actions suivantes :

- Faciliter le partage d'outils collectés par les partenaires, comme les items des tests, les méthodes, protocoles et questionnaires utilisés, et d'autres outils, pour aider à l'élaboration d'évaluations de la qualité des apprentissages au niveau du système.
- Faciliter l'apprentissage et le partage Sud-Sud des connaissances, à l'aide d'un forum de communauté de pratique en ligne, ainsi que par des réunions et des ateliers présentiels. A4L pourrait tenir une conférence annuelle de représentants des pays pour échanger des questions, et pour partager des leçons apprises et des cas de réussite, et pour bénéficier de formation et de ressources supplémentaires.

5. GOUVERNANCE

5.1. Vue d'ensemble

Il est suggéré que A4L se compose d'une équipe opérationnelle, d'un comité de pilotage et d'un comité scientifique, comme suit. L'équipe opérationnelle de A4L devrait être basée dans une organisation publique et multilatérale existante (à déterminer), de manière à éviter le fardeau et le coût de la création d'une nouvelle entité administrative. En substance, la coordination au jour le jour de la plate-forme A4L devrait être assurée par cette équipe

opérationnelle restreinte, en consultation avec ses comités de pilotage et scientifique, et devrait mobiliser une approche de partenariat pour effectuer la majeure partie de ses travaux des niveaux pays et mondial. En outre, la gouvernance de A4L devrait se fonder sur l'expérience du Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage pour conserver dans ses travaux un esprit d'ouverture et de consultation.

- **L'équipe opérationnelle A4L** compterait de 5 à 8 membres spécialisés dans le développement et l'analyse des évaluations des élèves, dans le développement de systèmes d'évaluation de la qualité des apprentissages et dans l'élaboration et la gestion de projets. Ils seraient également bien outillés pour appuyer la traduction des résultats de l'évaluation dans l'élaboration des politiques. L'équipe élaborerait des projets de plan de travail et veillerait à leur mise en œuvre. Ces membres de l'équipe devraient justifier d'une expérience considérable des contextes nationaux des pays en développement et devraient être en mesure de nouer et de maintenir des liens avec les principaux partenaires envisagés pour A4L.
- **Le Comité de pilotage de A4L** représenterait les principales parties prenantes (bailleurs de fonds et bénéficiaires) de l'initiative à travers une rotation des membres. Il assurerait la surveillance de l'orientation des travaux de A4L et de son budget, et contribuerait également à la sensibilisation et à la mobilisation des ressources. Le Comité de pilotage n'inclurait pas de fournisseurs d'évaluations.
- **Le Comité scientifique de A4L** se composerait d'experts de haut niveau dans le domaine de l'évaluation de la qualité des apprentissages et permettrait d'assurer la qualité du travail technique de l'initiative et fournirait des conseils et des recommandations à l'équipe opérationnelle et au comité de pilotage.

Figure 3 : Structure de gouvernance de A4L



Les activités de A4L seraient suivies et évaluées selon le cadre de résultats développé, et seraient soumises à une évaluation externe après trois à quatre années de fonctionnement.

A4L s’efforceraient constamment de rassembler et de mettre en pratique les leçons apprises dans ses opérations.

5.2. Activités et structure de l'équipe opérationnelle

L'équipe opérationnelle serait principalement responsable des modalités de soutien décrites ci-dessus, dont l'octroi de subventions, l'assistance technique, la coordination, la convocation et la facilitation du partage des connaissances, y compris le maintien d'un centre d'échange d'expertise. En outre, avant d'octroyer le financement pour la mise en œuvre, l'équipe opérationnelle devrait s'accorder avec les partenaires sur les lignes directrices pour soutenir le diagnostic des systèmes nationaux d'évaluation de la qualité des apprentissages et des besoins (y compris l'utilisation ou l'expansion des guides existants, telles que le cadre d'évaluation des acquis des étudiants SABER), et le processus d'élaboration d'une stratégie de renforcement des capacités découlant de ce diagnostic.

Compte tenu de la charge de travail prévue, et afin d'assurer un soutien suffisant aux sollicitations individuelles, le personnel minimum requis serait composé d'un responsable, trois professionnels expérimentés à temps plein, deux professionnels de niveau intermédiaire, un professionnel auxiliaire et un membre administratif. Cela permettrait à l'équipe de limiter le nombre de pays ou d'initiatives soutenu simultanément par un membre d'équipe donné. La taille de l'équipe dépendra naturellement des ressources humaines existantes dans l'organisme d'accueil ainsi que de la portée de la couverture de A4L, et l'équipe pourrait aussi faire appel à des consultants externes.

En plus de son budget d'octroi de financements, les coûts administratifs de base de A4L seraient approximativement comme suit :

Tableau 2 : Coûts administratifs de base de A4L

Poste	Coût annuel (USD)	Coût total sur 5 ans (USD)
Appui technique aux pays : frais de bureau, déplacements de missions, publications, site Web de partage de connaissances, communauté de pratique, etc.	400 000	2 000 000
Niveaux régional et mondial : soutien financier et coordination pour les conférences, les ateliers et les réunions de partage des connaissances ¹⁴	350 000	1 750 000
Total soutien technique aux niveaux pays et mondial		3 750 000
Total des salaires de l'équipe opérationnelle, avantages sociaux et coûts des ressources humaines¹⁵	1 718 400	8 592 000
Évaluation externe de A4L	S.O.	800 000
Total		13 142 000

¹⁴ Ces coûts couvriraient une grande conférence de partage des connaissances réunissant 100 participants, deux ateliers régionaux réunissant 40 participants, et un certain nombre de petites réunions du Comité chaque année.

¹⁵ Cela suppose que l'équipe opérationnelle sera composée d'un responsable, trois professionnels de haut niveau à temps plein, deux professionnels de niveau intermédiaire, un professionnel auxiliaire et un agent administratif, et comprend les avantages sociaux, les cotisations de retraite et d'autres coûts de ressources humaines.

6. PARTENARIATS ET RESSOURCES DES PARTENAIRES

6.1. Principaux partenariats

Conformément au principe d'assurer la complémentarité et le renforcement mutuel avec d'autres initiatives, A4L travaillerait en étroite collaboration avec ces autres initiatives selon les modalités suivantes :

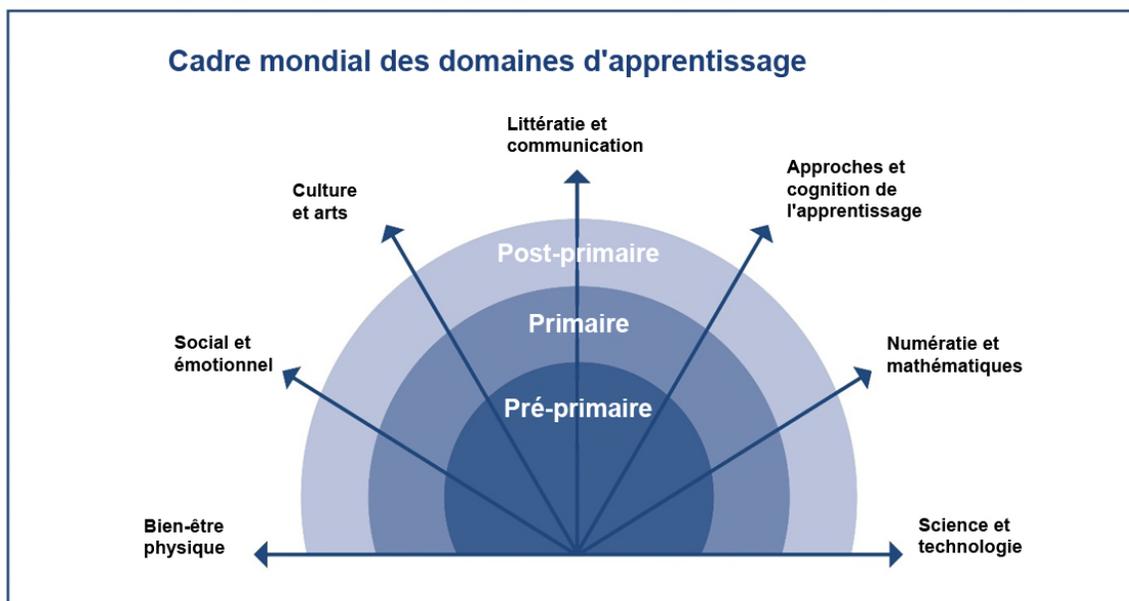
- **ISU** : A4L travaillerait en étroite coopération avec l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU). Il soutiendrait l'utilisation d'indicateurs d'apprentissage internationaux pour aider les pays qui souhaitent rapporter les résultats nationaux aux résultats internationaux, et exigerait également que les données recueillies par les bénéficiaires soient communiquées à l'ISU. Ainsi, il apporterait un appui à l'UNESCO dans sa capacité à produire des rapports sur les objectifs de développement durable, et en particulier sur la cible 4.1. En outre, il soutiendrait le rôle de coordination de l'ISU, en aidant les efforts existants visant à coordonner les travaux d'évaluation de la qualité des apprentissages.
- **Initiatives régionales d'évaluation** : Le travail de la plateforme A4L renforcerait les réponses régionales pertinentes au défi de la qualité des apprentissages, à travers l'appui aux initiatives régionales d'évaluation pour l'élaboration d'évaluations supplémentaires au niveau des pays et de programmes nationaux ou régionaux de renforcement des capacités. A4L travaillerait également avec ces programmes régionaux afin de faciliter, si les pays en font la demande, les liens entre les indicateurs de mesure nationaux et régionaux ou avec les indicateurs de mesure internationaux.
- **Banque mondiale** : Deux initiatives de la Banque mondiale ont particulièrement un but commun avec A4L : le Fonds d'affectation spéciale READ (Aide russe à l'éducation pour le développement), et l'initiative Approche systémique pour de meilleurs résultats éducatifs (SABER) qu'elle a contribué à financer. Les cadres de diagnostic des systèmes éducatifs nationaux, ainsi que d'autres outils très utiles, qu'elles ont produits sont discutés dans la section ci-dessous. Comme une initiative complémentaire, A4L s'appuierait sur ces outils, renforcerait les travaux de ces importants partenaires et éviterait les doubles emplois.
- **Autres initiatives** : Un certain nombre d'initiatives (par exemple EGRA et EGMA, les évaluations menées par la société civile comme ASER, Uwezo, Jangandoo et Beekunko et les enquêtes connexes auprès des ménages telles que la MICS ou l'EDS) visent à améliorer les connaissances existantes en matière d'apprentissage de qualité et/ou à fournir un appui aux pays en vue d'y améliorer la qualité de l'éducation. A4L rechercherait les synergies, plutôt que le double emploi, avec ces initiatives, en les aidant à se lier aux autorités nationales pour passer de l'évaluation de la qualité des apprentissages à l'amélioration de la qualité des apprentissages.

6.2. Outils des partenaires, cadres et ressources

Dans le cadre de son rôle de soutien à la coordination des efforts et des ressources, il y a un certain nombre d'outils mis au point par des organisations et des programmes partenaires que A4L pourrait recueillir, dont il pourrait s'inspirer et qu'il pourrait aider à diffuser. Ces outils comprennent des outils de mesure, des indicateurs, des cadres, des outils et des matériels pédagogiques liés à l'évaluation de la qualité des apprentissages.

Par exemple, après de nombreuses consultations, le Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage (LMTF)¹⁶ a défini les sept domaines d'apprentissage suivants :

Figure 4 : Domaines d'apprentissage de LMTF



Le LMTF a recommandé le développement de compétences dans ces domaines depuis le pré-primaire jusqu'au premier cycle de l'enseignement secondaire. A4L n'exigerait pas des pays la couverture de tous les sept domaines dans leurs évaluations, mais promouvrait la sensibilisation à ceux-ci, et inviterait les pays à travailler avec lui en se fondant sur la demande. Il serait également ouvert à appuyer des mesures que les pays pourraient souhaiter poursuivre en dehors de ce cadre.

¹⁶ (Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage – LMTF, 2013). *Vers l'apprentissage universel : Ce que tout enfant devrait apprendre*, Rapport N°1 du Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage. Montréal et Washington, D.C. Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) et Centre pour l'éducation universelle de la Brookings Institution. <http://www.brookings.edu/research/reports/2013/02/learning-metrics>

Le LMTF a également recommandé la liste suivante de sept indicateurs d'apprentissage pour le suivi mondial :

Figure 5 : Indicateurs d'apprentissage de LMTF

Indicateurs d'apprentissage pour le suivi mondial

Domaines de mesure	Description des indicateurs
L'apprentissage pour tous	Combine les mesures de l'achèvement et de l'apprentissage (compétence en lecture à la fin du primaire) en un seul indicateur.
L'âge et l'éducation comptent dans l'apprentissage	Mesure les indicateurs d'entrée en temps opportun, de progression et d'achèvement de la scolarité et ceux fondés sur la population pour capturer les non scolarisés et les déserteurs précoces.
Littératie	Mesure les compétences de base en 3 ^e année et les compétences à la fin du cycle primaire.
Numératie	Mesure les compétences de base à la fin du cycle primaire et les compétences au premier cycle de l'enseignement secondaire.
Prêt à apprendre	Mesure les niveaux acceptables d'apprentissage et de développement précoces à travers un sous-ensemble de domaines au moment où l'enfant entre à l'école primaire.
Citoyen du monde	Mesure chez les jeunes la démonstration des valeurs et des compétences nécessaires pour réussir dans leurs communautés, dans leurs pays et dans le monde.
Champ des opportunités d'apprentissage	Assurer le suivi de l'exposition à des opportunités d'apprentissage dans tous les sept domaines de celui-ci.

Le travail est déjà en cours sur un grand nombre de ces indicateurs, mais certains restent encore à mettre au point. A4L peut être utile pour soutenir ce travail, essentiellement à travers le Projet de développement d'outils pour les éventails d'apprentissage, par exemple, pour assurer la qualité de l'enseignement à travers la diversité des opportunités d'apprentissage,¹⁷ ou le Projet de mesure de la qualité et des résultats des apprentissages précoces (MELQO), et les outils qu'il développe pour l'évaluation du développement et de l'apprentissage de l'enfant à l'entrée de l'école primaire et la qualité des environnements d'apprentissage dans l'éducation pendant la petite enfance.¹⁸ En outre, il pourrait s'inspirer des normes d'apprentissage développées par l'initiative SABER de la Banque mondiale.

A4L disposerait en plus d'une foule d'autres ressources dont elle pourrait s'inspirer, qu'elle pourrait mobiliser et auxquelles elle pourrait contribuer. SABER a élaboré un cadre de résultats de haute qualité pour le renforcement des capacités nationales dans le domaine des systèmes

¹⁷ Seamus Hegarty, ancien président de l'IEA et président du Groupe de travail sur les normes du LMTF, a plaidé en faveur de cet indicateur de champ des opportunités d'apprentissages, en mettant en garde en ces termes : « Tout en nous félicitant du développement de nouveaux indicateurs sur les compétences de base telles que la littératie et la numératie, nous ne devrions pas perdre de vue le tableau général d'une éducation complète. Songeons par exemple aux enseignants qui "enseignent pour les évaluations" et finissent par négliger les autres domaines d'apprentissage. À présent, imaginez les risques qui apparaissent au niveau d'un système éducatif dans son ensemble si les aspects de l'apprentissage qui se prêtent à la construction d'indicateurs bénéficient d'une attention disproportionnée dans les établissements ». (Hegarty, S. (27 novembre 2014). Il ne suffit pas d'un simple tableau de classement sur l'apprentissage (billet de blog). Consulté à l'adresse <http://www.globalpartnership.org/blog/we-need-more-just-league-table-learning>)

¹⁸ <http://www.brookings.edu/about/centers/universal-education/learning-metrics-task-force-2/melqo>

d'évaluation de la qualité des apprentissages qui pourraient éclairer les activités de A4L, bien que A4L détournerait l'attention de l'analyse des politiques pour se consacrer à la mesure des résultats concrets. En termes d'outils, ceux de l'évaluation des acquis des étudiants de SABER et les instruments de test peuvent être utiles aux bénéficiaires de financements de A4L, ainsi qu'à l'initiative Chefs de file de l'apprentissage du LMTF, dans laquelle les pays travaillent à développer « un ensemble d'outils pratiques validés pour adapter les recommandations du LMTF aux contextes nationaux ou infra-nationaux. » L'USAID, le Fonds d'affectation spéciale READ et la Banque mondiale ont élaboré des cours de formation formelle à l'évaluation pour les enseignants, les chefs d'établissement et les responsables de l'éducation, qui pourraient peut-être être mis en œuvre par les pays intéressés. En outre, l'IPE a récemment publié un portail en ligne, La planification au service de l'apprentissage, pour aider les planificateurs et les décideurs à comprendre les problèmes entourant l'évaluation de la qualité des apprentissages, à travers une collection de travaux de recherche de haute qualité sur les questions liées à l'apprentissage, des analyses équilibrées et digests produites par les auteurs de l'IPE, des informations sur les débats en cours dans le domaine et un glossaire des termes interactif. A4L pourrait non seulement promouvoir l'utilisation de cette ressource par les planificateurs et les décideurs dans les pays participants, mais aussi fournir des ressources sous la forme de données, de bonnes pratiques et de leçons apprises.

7. VALEUR AJOUTEE

Dans la réalisation de ses objectifs, A4L fournirait neuf valeurs ajoutées principales dans le sens de la réalisation de l'ODD N°4 concernant l'apprentissage de qualité :

- **Rendre les évaluations d'apprentissage accessibles :** Comme les données d'apprentissage font particulièrement défaut dans les pays pauvres, A4L rendrait les évaluations de la qualité des apprentissages accessibles à travers un financement et un soutien technique aux pays en développement et la fourniture d'outils gratuits.
- **Construire des systèmes nationaux :** A4L soutiendrait non seulement les évaluations de la qualité des apprentissages, mais soutiendrait également les diagnostics et la création ou le renforcement de systèmes nationaux d'évaluation axés sur l'amélioration de l'apprentissage qui seraient soutenus une fois le travail de A4L achevé.
- **Soutenir l'utilisation des données dans les politiques :** L'accent sur le renforcement des capacités de A4L au niveau national inclurait une assistance technique et des ressources pour aider les pays à utiliser les résultats de l'évaluation pour améliorer leurs politiques éducatives, y compris la formation des enseignants, et donc alimenter en retour l'apprentissage au niveau de la salle de classe.
- **Mettre l'accent sur l'équité :** L'amélioration de l'accès et de la qualité exige de plus en plus un accent particulier sur les populations marginalisées. A4L mettrait l'accent sur l'équité dans les systèmes d'évaluation de la qualité des apprentissages afin de veiller à ce qu'ils évaluent et aident à répondre aux besoins des populations les plus défavorisées et marginalisées.

- **Soutenir la comparabilité internationale** : A4L réunirait les parties prenantes nationales avec les partenaires internationaux travaillant sur des indicateurs mondiaux, soutenant ainsi la comparabilité internationale et la disponibilité des données d'apprentissage à l'échelle mondiale.
- **Augmenter la disponibilité des données sur la qualité des apprentissages** : En soutenant l'évaluation de la qualité des apprentissages dans les pays en développement, A4L permettrait de combler le déficit de données sur la qualité des apprentissages dans les pays les plus pauvres.
- **Renforcer la base empirique et la crédibilité du secteur de l'éducation** : En fournissant des données essentielles sur l'apprentissage dans le secteur de l'éducation, A4L permettrait de renforcer la base empirique, et partant, le niveau de crédibilité de l'éducation sur la scène internationale.
- **Coordonner les efforts et promouvoir le dialogue entre les principaux acteurs mondiaux de l'éducation** : Grâce à son rôle de plate-forme, A4L aiderait à la coordination des efforts, des besoins et des ressources entre les bailleurs de fonds, les agences d'exécution, les ministères de l'Éducation et d'autres acteurs principaux, et à la promotion du dialogue et de la collaboration dans l'éducation au niveau mondial.
- **Bien public mondial** : A4L introduirait d'importantes et précieuses économies d'échelle dans l'effort mondial pour améliorer la qualité des apprentissages à travers le renforcement des systèmes nationaux d'évaluation de la qualité des apprentissages et créerait également des externalités positives entre les pays.

Photo : GPE/Stephan Bachenheimer



8. PROCHAINES ETAPES

Le développement de A4L exigerait un certain nombre d'étapes et de documents, au-delà de cette note conceptuelle. Cela inclut la sensibilisation des bailleurs de fonds potentiels, l'élaboration du cadre administratif et un certain nombre de guides et documents essentiels concernant le fonctionnement de la plate-forme, comme des termes de référence pour les différents membres des comités et du personnel, des lignes directrices sur le processus de financement, des accords formels avec les bailleurs de fonds et les partenaires, etc.

En outre, A4L demanderait un certain nombre d'outils techniques et de ressources, dont certains seraient obtenus, et d'autres seraient produits, par ou pour le compte de A4L. Un certain nombre de ceux-ci peut être produit après le lancement, au fil des progrès de A4L, mais d'autres devraient être disponibles avant.

Tableau 3 : Suggestion de calendrier pour A4L

Phase	Activités
Phase 1 <i>(achevée)</i>	<ul style="list-style-type: none">• Premières discussions, présentations et élaboration du concept• Consultations• Documents de communication autour de A4L (par exemple, deux brèves pages de commentaires, blog)• Note conceptuelle
Phase 2 D'ici juin 2016	<ul style="list-style-type: none">• Identification de l'hôte institutionnel de A4L• Sensibilisation des partenaires potentiels (pour la coopération financière et technique)• Élaboration du cadre de résultats et de la stratégie SE de A4L
Phase 3 D'ici décembre 2016	<ul style="list-style-type: none">• Mise en place du cadre administratif, recrutement du personnel• Élaboration de documents techniques et discussions avec les partenaires techniques
Phase 4 Janvier 2017	<ul style="list-style-type: none">• Lancement de A4L• Début du processus de demande de financement
Phase 5 Mars 2017	<ul style="list-style-type: none">• A4L pleinement opérationnelle

ANNEXE 1 : LISTE DES ABREVIATIONS

A4L	L'évaluation au service de la qualité des apprentissages
ACER	Conseil australien de la recherche en éducation
AFD	Agence Française de Développement
ASER	Rapport annuel sur la situation de l'éducation
ADEA	Association pour le développement de l'éducation en Afrique
CONFEMEN	Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la francophonie
DfID	Département pour le développement international du Royaume-Uni
EDS	Enquête démographique et de santé
EI	Education International
EPT	Éducation pour tous
EGRA	Évaluation des compétences précoces en lecture
EGRA	Évaluation des compétences précoces en mathématiques
EPDC	Centre de données sur les politiques d'éducation
ETS	Services de tests éducatifs
GMR	Rapport de suivi mondial
GPE	Partenariat mondial pour l'éducation
IEA	Association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire
IIEP	Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO
IREDU	Institut de recherche sur l'éducation : Sociologie et économie de l'éducation
KICE	Institut coréen des programmes et de l'évaluation
LLECE	Laboratoire latino-américain pour l'évaluation de la qualité de l'éducation
LMTF	Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage
MICS	Enquêtes en grappes multi-indicateurs
NLAMP	Projet de cartographie de l'évaluation nationale des apprentissages
NORAD	Agence norvégienne pour le développement et la coopération
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PASEC	Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN
PISA	Programme international pour le suivi des acquis des élèves
READ	Aide russe à l'éducation pour le développement
RTI	Research Triangle International
SABER	Approche systémique pour de meilleurs résultats en matière d'enseignement
SACMEQ	Consortium de l'Afrique australe et orientale pour le pilotage de la qualité de l'éducation
ODD	Objectif de développement durable
ISU	Institut de statistique de l'UNESCO
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
USAID	Agence américaine pour le développement international
WERK	Femmes chercheuses en éducation du Kenya

ANNEXE 2 : PARTIES CONSULTÉES

Individus

Groupe de référence :

- Kate Anderson, Center for Universal Education, Brookings Institution
- Ed Barnett, DFID
- Penelope Bender, USAID
- Chris Berry, DFID
- Cornelius Chipoma, précédemment de l'USAID et du Gouvernement de Zambie
- Marguerite Clarke, Banque mondiale
- Vigdis Cristofoli, NORAD
- Luis Crouch, RTI
- Amy Jo Dowd, Save the Children
- David Edwards, Education International
- Sue Grant Lewis, UNESCO-IIEP
- Seamus Hegarty, ancien président, IEA, président du Groupe de travail sur les normes du LMTF
- Joyce Kinyanjui, WERK Opportunity Schools
- Albert Motivans, ISU
- Joshua Muskin, Aga Khan Foundation
- Dzingai Mutumbuka, ADEA
- Patricia Scheid, Hewlett Foundation
- Christine Veverka, USAID

Représentants des institutions d'évaluation :

- Moritz Bilagher, LLECE
- Dirk Hastedt, IEA
- Irwin Kirsch, ETS
- Jacques Malpel, PASEC
- Michael Ward, PISA
- Pablo Zoido, PISA

Autres experts consultés :

- Ray Adams, Centre pour le suivi mondial de l'éducation, ACER ; conseiller au PISA
- Jean-Claude Balmes, précédemment à l'AFD
- Aaron Benavot, EFA GMR
- Jean Bourdon, IREDU, Université de Bourgogne
- Jimin Cho, KICE
- Rebecca Winthrop, Center for Universal Education, Brookings Institution

Réunions

- **Réunion du Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage**, Bruxelles, juin 2014
 - Organisations représentées : ActionAid International, Fondation Aga Khan, Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), Agence Française de Développement (AFD), Centre ACER pour le suivi mondial de l'éducation (ACER/GEM), Campagne pour l'éducation des femmes (Camfed) International, Centre pour l'éducation universelle (CEU) de la Brookings Institution, Dubai Cares/Émirats Arabes Unis, Educational International, Agence allemande de

coopération pour le développement (GIZ), Partenariat mondial pour l'éducation, Gouvernement de l'Inde, ministère du Développement des Ressources humaines, Groupe international des bailleurs de fonds pour l'éducation (IEFG), USAID, Département pour le développement international du Royaume-Uni (DfID), UNESCO, Institut statistique de l'UNESCO (ISU)

- **Forum du Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage**, Kigali, février 2015
 - Pays représentés : Argentine, Botswana, Colombie, Éthiopie, Kenya, République kirghize, Népal, Pakistan, Palestine, Rwanda, Sénégal, Soudan, Tunisie, Zambie
 - Organisations représentées : ADEA, Brookings Inde, Campagne pour l'éducation des femmes (Camfed) International, Centre pour l'éducation universelle (CEU) de la Brookings Institution, COSYDEP (Coalition des Organisations en synergie pour la défense de l'éducation Publique), Dubai Cares/Émirats Arabes Unis, Educate!, FHI 360, Global Education First Initiative (GEFI) Youth Advocacy Group, Partenariat mondial pour l'éducation, Banque interaméricaine de développement, Groupe international des bailleurs de fonds pour l'éducation (IEFG), Institut international de planification de l'éducation (IIIEP), Jordan Education Initiative, Institut coréen des programmes et de l'évaluation, tion Planning (IIEP), Jordan Education Initiative, Korea Institute for Curriculum and Evaluation, Office of Julia Gillard, People for Education, Ontario Porticus, Pratham, Save the Children, Southeast Asian Ministers of Education Organization Secretariat (SEAMES), USAID, Département pour le développement international du Royaume-Uni (DfID), UNESCO, Institut statistique de l'UNESCO (ISU), UNICEF, University of Warwick, Wellspring/Rwanda Education NGO Coordination Platform (RENCP)
- **Réunion du Groupe international des bailleurs de fonds pour l'éducation**, Lisbonne, avril 2015
 - Organisations représentées : Fondation Aga Kahn, Fondation Calouste Gulbenkian, Central Square Foundation, Fonds d'investissement de la Fondation pour l'enfance (CIFF), Comic Relief, Crédit suisse, Dubai Cares, EdelGive Foundation, EMpower - The Emerging Market Foundation, FCSH – UNL, Fondation Les Pâquerettes, Fondazione Reggio Children - Centro Loris Malaguzzi, Frankel Family Foundation, Fonds mondial pour l'éducation, Fonds mondial pour l'enfance, Partenariat mondial pour l'éducation, The Hewlett Foundation, IDP Foundation, Inc., IEFG, India School Leadership Institute, LEGO Foundation, The MacArthur Foundation, Macau Tong Chai, Mango Tree, Michigan State University, Muktangan, Open Society Foundations, Open University, UK, Oxfam Netherlands, PaperSeed Foundation, The David & Elaine Potter Foundation, Porticus, Sesame Workshop, STIR Education, University of Witwatersrand, Varkey Foundation, Vitol Foundation, Wellspring Advisors
- **Réunion du Comité de politique et de stratégie du GPE**, Londres, avril 2015
 - Pays représentés : Afghanistan, République démocratique du Congo, Népal
 - Organisations représentées : ActionAid, Fonds d'investissement de la Fondation pour l'enfance (CIFF), Département britannique pour le développement international (DFID), International Education-Belgique, Save the Children, Agence espagnole de coopération internationale au développement (AECID), Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI), UNESCO-France , USAID, la Banque mondiale
- **Réunion régionale préalable du Conseil du GPE, Région Afrique**, Dakar, mai 2015
 - Pays représentés : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Comores, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigeria,

- Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Somaliland, Sud-Soudan, Tchad, Tanzanie (Zanzibar), Togo, Ouganda, Zambie, Zimbabwe
 - Organisations représentées : GIZ
- **Réunion régionale préalable du Conseil du GPE, Reste du monde**, Dubaï, mai 2015
 - Pays représentés : Cambodge, Géorgie, Haïti, Honduras, République kirghize, République démocratique populaire lao, Mongolie, Nicaragua, Sainte-Lucie, Soudan, Tadjikistan, Timor-Leste, Vietnam
- **Réunion du Comité consultatif du Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage**, Washington D.C., septembre 2015
 - Pays représentés : Kenya, Palestine, Zambie
 - Organisations représentées : Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), Campagne pour l'éducation des filles (CAMFED), Centre pour l'éducation universelle de la Brookings Institution, Département britannique pour le développement international (DFID), FHI 360, Partenariat mondial pour l'éducation, Research Triangle International (RTI), Fonds d'éducation RESULTS, Institut statistique de l'UNESCO (ISU), UNICEF, Université de Warwick, Banque mondiale